

# LA COMPÉTITIVITÉ :

## ENJEU D'UN NOUVEAU MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT

La compétitivité est entendue par l'Union européenne comme la capacité d'une Nation à améliorer durablement le niveau de vie de ses habitants et à leur procurer un haut niveau d'emploi et de cohésion sociale dans un environnement de qualité. Elle peut s'apprécier par l'aptitude d'un territoire à maintenir et à attirer les activités et par celle des entreprises à faire face à leurs concurrentes.

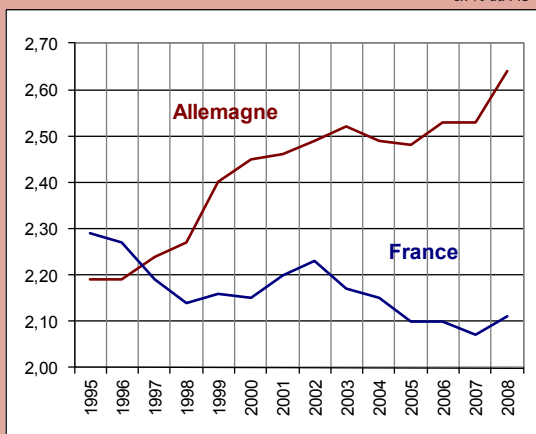
Comparée à l'Allemagne, notre économie montre des signes de faiblesse depuis le début des années 2000 qui se traduisent par des pertes de parts de marché, particulièrement dans la zone euro.

Pendant, la France possède de nombreux atouts : sa situation géographique centrale, son dynamisme démographique, la qualité de sa main d'œuvre, celle de ses infrastructures et de ses services publics, son niveau élevé de protection sociale qui justifie l'importance des prélèvements obligatoires.

Néanmoins, le niveau de formation se dégrade et l'image de l'industrie est dévalorisée. L'examen de l'appareil productif français révèle un nombre trop faible d'entreprises de taille intermédiaire, un effort de R&D insuffisant dans le secteur privé, des relations difficiles entre les entreprises et le système bancaire, un taux d'autofinancement parmi les plus bas d'Europe.

### Évolution de l'effort de recherche en France et en Allemagne

en % du PIB



Source : Rapport sur les politiques nationales de recherche et de formations supérieures (PLF-1996-2011)



### Isabelle de KERVILER

Expert-comptable/Commissaire aux comptes  
 Expert agréé par la Cour de cassation  
 Membre du groupe des personnalités qualifiées  
 Vice-présidente de la section des activités économiques

Contact section : [sectacteco@lecese.fr](mailto:sectacteco@lecese.fr) - tél. 01 44 43 62 37 - [www.lecese.fr](http://www.lecese.fr)

Contact rapporteur : [isabelle.dekerviler@lecese.fr](mailto:isabelle.dekerviler@lecese.fr)

## ➤ Définir des objectifs de long terme

### 1. Pour une croissance durable

La détermination des créneaux d'avenir pour notre pays doit intégrer la mutation amorcée du développement durable.

### 2. L'État stratège et la réindustrialisation

L'État doit maintenir une vision de long terme par la mise en place d'une politique industrielle et donc soutenir les investissements qui en découlent.

### 3. Pour une véritable politique industrielle européenne

Celle-ci doit d'abord ne pas pénaliser l'industrie.

À cet égard, la politique de la concurrence ne doit plus être érigée au rang de dogme.

## ➤ Améliorer l'environnement des entreprises

### 1. Un cadre renouvelé pour le financement des entreprises

Le secteur bancaire doit être davantage tourné vers le développement économique, en particulier celui des entreprises petites et moyennes.

L'encouragement à l'accroissement des fonds propres pourrait s'appuyer sur une modulation du taux de l'impôt sur les sociétés pour les entreprises soutenant l'activité, l'emploi et la mutation écologique.

### 2. Des infrastructures en liaison avec les territoires à moderniser

Une attention particulière doit être portée au maintien de nos avantages compétitifs en matière d'infrastructures tout en intégrant des préoccupations environnementales.

### 3. Allier stabilité et évolution de l'environnement fiscal et social

Le choix d'une protection sociale élevée a montré sa pertinence notamment en période de crise. Les dépenses qu'il entraîne conduisent à s'interroger sur la nature de leur financement qui ne doit plus reposer uniquement sur les salaires.

Le CESE mentionne des pistes à étudier : CSG, « TVA sociale », cotisation sur la valeur ajoutée, transfert sur la consommation des ressources naturelles et les échanges financiers.

## ➤ Valoriser le potentiel humain

### 1. L'attractivité des métiers scientifiques à renforcer

Ces métiers font l'objet d'une réelle désaffection dans notre pays. Cet état de fait doit être combattu dès les premières années de la scolarité.

### 2. Le rôle essentiel de l'apprentissage et de la formation continue

Toutes les voies de l'apprentissage et de l'alternance doivent être favorisées et ne doivent plus être un choix par défaut. La formation continue constitue un enjeu d'importance et doit s'effectuer à tous les niveaux de qualification.

### 3. La gouvernance des entreprises

L'association des salariés à la gouvernance a un impact positif sur la performance économique et sociale de l'entreprise ; elle doit être recherchée sous toutes ses formes.

### 4. Vers un nouveau partage de la valeur ajoutée ?

Outre la possibilité d'élargir le bénéfice de la participation et de l'intéressement, le versement de primes peut constituer, à certaines conditions, une voie à retenir.

Le CESE appelle à une plus grande régulation financière favorisant la responsabilité sociale des investisseurs.

## ➤ Dynamiser l'appareil de production

### 1. Le tissu économique à consolider

Les entreprises de taille intermédiaire doivent faire l'objet d'une attention particulière. De même, les relations interentreprises doivent être envisagées comme un partenariat conduisant au développement de la « cotraitance ».

### 2. De nouvelles spécialisations à soutenir

La compétitivité passe par une réorientation de notre appareil productif, c'est-à-dire par une montée en gamme et des investissements précoces dans les secteurs industriels d'avenir.

### 3. La R&D et l'innovation à renforcer

Le CESE encourage l'amélioration des relations entre organismes publics de recherche et entreprises de toutes tailles.

Le rôle stratégique des pôles de compétitivité à vocation mondiale doit être confirmé ; les liens avec le développement des territoires doivent être consolidés. En outre, il serait intéressant de promouvoir la constitution de pôles de compétitivité européens.